

# CONjoncture EUropéenne et Régionale



**iéseg**  
SCHOOL OF MANAGEMENT

I&S Industries  
& Services

Numéro 014

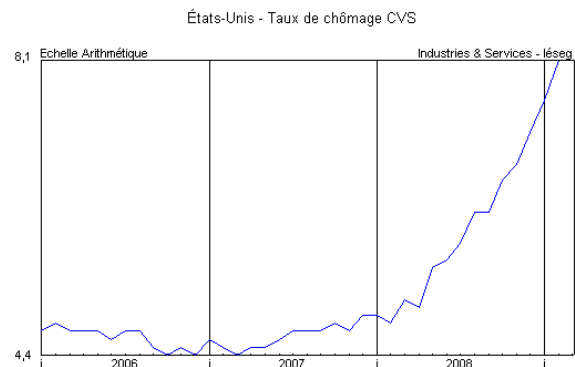
Achevé de rédiger le 19 mars 2009

## MONDE : Effet "dominos"

Depuis l'été 2008, la **production industrielle mondiale** a baissé de -15%, ce qui la ramène à son niveau d'il y a trois ans. La chute est générale, mais particulièrement vive dans les pays développés. Partout, la **consommation des ménages** a été successivement freinée par la flambée des cours de l'énergie, puis le resserrement du crédit et enfin la diminution de l'emploi. La demande de véhicules automobiles, affectée à la fois par la montée des prix des carburants et la crise du crédit, a entraîné une forte diminution de la production, qui s'est ensuite transmise à la plupart des industries des **biens intermédiaires**. La correction de l'activité est particulièrement vive car elle est accentuée par un mouvement brutal de déstockage résultant de la révision en baisse des perspectives de croissance, de la difficulté d'emprunter et de la baisse de la plupart des cours des matières premières, qui encourage un report des achats. Les industries des **biens d'équipement** ont longtemps résisté grâce au boom des commandes observé ces dernières années. Elles sont désormais exposées à un retournement provoqué par la chute du taux d'utilisation des capacités de production et la révision en baisse des perspectives d'activité.

Les freins à la croissance sont donc forts, mais plusieurs **facteurs de soutien** apparaissent. Le premier, déjà à l'œuvre depuis plusieurs mois, est la chute des cours des matières premières, notamment du pétrole, qui redonne du pouvoir d'achat aux pays consommateurs. Mais cette inversion ne parvient pas à soutenir la demande, compte tenu de la force des enchaînements récessifs. D'autre part, la baisse des taux d'intérêt directs, engagée depuis longtemps aux États-Unis, plus récemment en Europe, commence à passer dans les faits grâce à la diminution de la prime de risque sur le marché interbancaire. Le problème pour les ménages et les entreprises reste toutefois l'accès au crédit. Les taux d'intérêt à long terme, quant à eux, sont tombés à un bas niveau pour les États mais restent dissuasifs pour les entreprises. Enfin, les mesures de relance mises en

œuvre par les gouvernements comportent des délais d'application qui ne permettent guère d'en apprécier dès aujourd'hui les effets. Le scénario central à moyen terme est celui d'une reprise technique liée à la fin du déstockage, relayée par un redressement progressif de la demande finale. Mais des entraves potentielles subsistent, notamment de nouveaux développements de la crise financière.

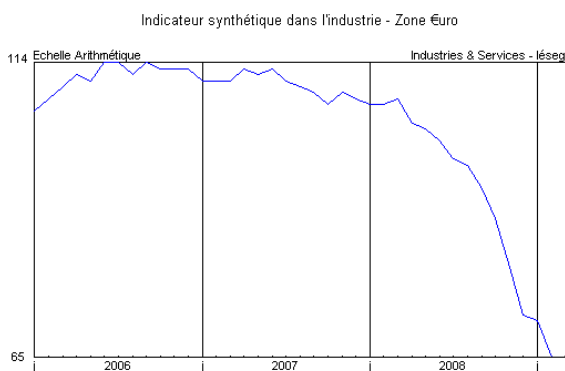


Source : US Department of Labour

Selon une deuxième estimation, le **PIB américain** a reculé de -6,2% l'an au cours du quatrième trimestre 2008. Les premiers indicateurs conjoncturels disponibles suggèrent un repli de l'activité de même ordre au premier trimestre 2009. La chute des dépenses des ménages impressionne par sa brutalité. La contraction de la construction résidentielle se poursuit. Différé par les réductions d'impôts appliquées au printemps 2008, le repli de la consommation des ménages s'explique par la conjonction de la chute de l'emploi et de la montée rapide du taux d'épargne. Le freinage brutal du glissement annuel des prix (nul en janvier) est pour l'instant incapable d'alimenter une résistance à ces enchaînements. La fin de l'année passée a été marquée également par une forte baisse des investissements des entreprises et des exportations (-24% l'an), marquant ainsi la disparition du dernier facteur de soutien à l'activité.

## EUROPE : Craintes pour l'emploi

Au cours du quatrième trimestre 2008, le PIB de la zone Euro a reculé de -5,9%, en raison principalement de la contraction de -8,1% du PIB allemand et de -7% du PIB italien. Toutes les enquêtes suggèrent que la correction devrait se poursuivre au premier trimestre 2009. L'indice du sentiment économique calculé par Eurostat est en effet tombé à 65,3 en février, alors que son niveau moyen des trois derniers mois de 2008 se situait à 75,8. Depuis décembre, il est clair que la crise est beaucoup plus sévère que celle de 1993 car, contrairement à il y a seize ans, l'Europe ne peut compter sur une meilleure orientation conjoncturelle dans les autres parties du monde. Chaque membre de la zone Euro conserve ses spécificités mais, dans la plupart des cas, la récession découle d'une diminution de la consommation des ménages, d'un retournement de la construction résidentielle et d'une réduction sévère des investissements des entreprises.

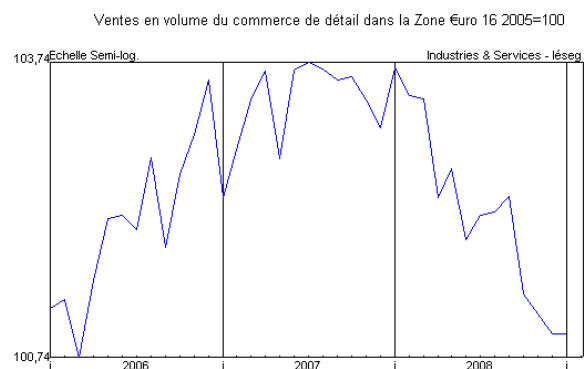


source : INSEE – 100 = moyenne de longue période

La **consommation des ménages** avait été durement touchée par la flambée des cours de l'énergie qui avait porté le glissement annuel des prix à +4,1% en juillet 2008. La décre de l'inflation à +1,2% en février 2009 redonne du pouvoir d'achat aux ménages européens, mais son impact sur les dépenses est contrebalancé par la diminution de l'emploi et par la prudence corrélative conduisant à une montée du taux d'épargne. Le retournement conjoncturel se traduit par une décélération tardive mais brutale de la progression du **crédit**. Le glissement annuel des prêts au secteur privé, qui avait longtemps dépassé +10%, est descendu à +5% en janvier. Pour les ménages, la hausse n'est plus que de +1%, tandis que pour les entreprises elle est revenue à +8,8% en regard d'un point haut à +15% il y a seulement un an.

Dans ces conditions, la poursuite de la baisse du taux directeur de la **Banque centrale européenne** décidée le 5 mars s'imposait. Celui-ci étant désormais fixé à 1,5%, une marge de baisse subsiste même si les autorités monétaires semblent plutôt tentées par des actions non conventionnelles.

L'**Allemagne** est l'économie de la zone Euro la plus touchée par la récession. L'effondrement de la demande mondiale a entraîné un choc brutal sans précédent fin 2008. Au dernier trimestre, le PIB s'est contracté de -2,1% par rapport à l'été. La chute des exportations en est la principale explication. En ligne avec le déclin de l'activité et des taux d'utilisation des capacités de production, le recul des dépenses en biens d'équipement est également marqué. Les perspectives pour les premiers mois de 2009 restent très mauvaises. Les commandes adressées à l'industrie manufacturière ont continué de s'effondrer sur le marché national et le repli est encore plus fort pour les commandes étrangères. La chute de l'activité entraîne une dégradation du marché du travail outre-Rhin. Le nombre de personnes employées, qui ressort à 40,2 millions en début d'année, diminue depuis novembre dernier. En février, le nombre de demandeurs d'emploi monte à nouveau de +1,2% en un mois après +1,8% en janvier. Le chômage a quasiment rejoint son niveau d'il y a un an : il touche désormais 3,311 millions de personnes.

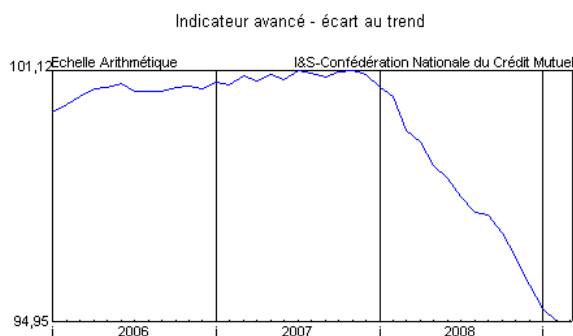


source : EUROSTAT

Comme dans l'ensemble des pays européens, la dégradation de l'activité au **Royaume-Uni** a été spectaculaire en fin d'année. Le PIB a en effet diminué de -6% l'an après -2,8% au troisième trimestre, en raison d'un vif retournement de la demande privée et notamment des ménages. Le repli de la consommation s'est accentué par la nouvelle donne sur le marché du travail. En outre, leurs marges de manœuvre pour puiser dans l'épargne restent minces, celle-ci n'atteignant que 1,8% du revenu disponible au troisième trimestre après avoir été négative en début d'exercice. Les investissements résidentiels reculent sans discontinuer depuis le printemps 2007. Les investissements des entreprises ont baissé au rythme de -14,6% l'an fin 2008 et les informations délivrées par les enquêtes ne sont guère encourageantes. En effet, dans l'industrie, les commandes continuent de se dégrader de sorte qu'elles sont retombées à leur niveau le plus bas du début 1992.

## FRANCE : Panne d'investissements

La chute du **PIB** de  $-1,2\%$  au quatrième trimestre 2008 s'explique pour les trois-quarts par la **contraction des stocks** et pour le solde par la dégradation du commerce extérieur. Au sein de la demande interne hors stocks, le repli général des dépenses d'investissement a été compensé par une meilleure tenue de la consommation. Ce déstockage touche principalement l'industrie automobile et celle des biens intermédiaires. Au cours des trois derniers mois de l'année écoulée, la valeur ajoutée de ces deux secteurs a reculé, respectivement de  $-34,5\%$  et de  $-10,7\%$ , entraînant un repli de  $-5,5\%$  de celle de l'ensemble de l'industrie. Le retournement affecte aussi les autres branches dont l'activité a baissé de  $-0,5\%$ , sous l'impulsion du commerce ( $-1,8\%$ ), des services aux entreprises ( $-1,7\%$ ) et de la construction ( $-1\%$ ).

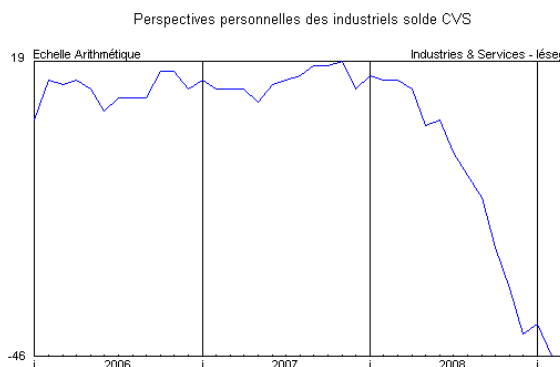


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La compression des stocks, dictée par la dégradation des perspectives et les difficultés de financement, se poursuit en ce début d'année 2009. Le ralentissement de l'**activité productive** se diffuse au secteur des biens d'équipement professionnel pour les mêmes raisons, renforcées par le repli sensible du taux d'utilisation des capacités de production. L'indice synthétique du climat des affaires dans le secteur manufacturier, qui était passé fin 2008-début 2009 sous son creux de 1993, a de nouveau chuté, ressortant à l'indice 68 en regard de 73 les deux mois précédents. Cette situation s'explique notamment par un nouvel accès de faiblesse des carnets de commandes, tandis que les stocks demeurent très élevés même s'ils se sont un peu réduits.

Les **exportations** de marchandises ont progressé en moyenne annuelle de  $+2,1\%$  en 2008, après  $+3,8\%$  en 2007 et  $+9,2\%$  en 2006. Ce résultat recouvre une augmentation sensible en début d'année, presque uniquement attribuable à l'envolée de la valeur des ventes de produits énergétiques et de produits agroalimentaires, suivie d'un recul des trois derniers mois de l'année, en ligne directe avec le retournement de la demande mondiale, notamment européenne. Ce mouvement s'est prolongé en janvier 2009 avec la contraction

des expéditions de produits de la branche du matériel de transport. Si les **importations** ont nettement chuté au cours du dernier trimestre, elles ont toutefois augmenté de  $+5,1\%$  en moyenne annuelle 2008. Ici encore, la cause en a été l'alourdissement de la facture énergétique mais les achats de produits industriels ont également baissé. En moyenne, le **déficit commercial** de la France s'est établi à 4,5 milliards d'euros par mois en 2008 et le résultat de janvier dernier n'est guère différent de ce montant.



source : INSEE - solde d'opinions

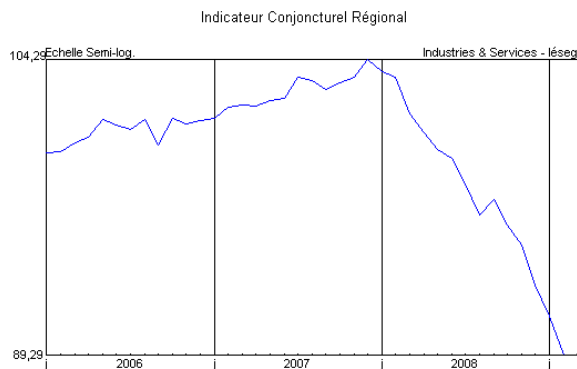
La principale inconnue demeure la **consommation des ménages**. La progression de  $+0,5\%$  en fin d'exercice, souvent saluée avec soulagement, doit être relativisée car elle succédait à trois trimestres de stagnation et les informations relatives à janvier et février 2009 sont peu encourageantes. Les ménages bénéficient actuellement du net ralentissement des **prix de détail** ( $+0,9\%$  sur douze mois en février), mais cet impact est contrecarré par la contraction de l'**emploi** et la perspective de sa poursuite au cours des prochains trimestres. La consommation pourrait néanmoins résister car le taux d'épargne des Français figure parmi les plus élevés du monde développé. Par ailleurs, tous les indicateurs montrent que la situation sur le **marché immobilier** continue de se détériorer, à l'image des permis de construire ou des ventes de logements neufs dont les stocks ressortent actuellement à 21 mois de commercialisation contre 11,5 il y a un an et moins de 7 à l'été 2006. Le repli des nouveaux crédits à l'habitat ne cesse de s'accroître.

Au cours de l'année 2008, le déficit du **budget général de l'État** a finalement atteint 56,8 milliards d'euros, contre 38,2 milliards en 2007. Ce vif gonflement a pour origine une progression de  $+2,8\%$  des dépenses face à un repli des recettes de  $-4,8\%$ . Le projet de loi rectificative pour 2009, présenté par le gouvernement le 4 mars dernier, évalue le déficit de l'**ensemble des administrations publiques** en 2008 à  $3,4\%$  du PIB. Il passerait à  $5,6\%$  cette année et à  $5,2\%$  en 2010. La dette publique, estimée à  $67,3\%$  du PIB fin 2008, grimperait à  $77,5\%$  fin 2010.

## NORD-PAS DE CALAIS : La récession s'aggrave

### ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 18 mars, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseq pour le mois de février a prolongé son recul, toutes ses composantes étant orientées à la baisse. L'activité industrielle, après prise en compte des facteurs saisonniers, a encore fléchi, principalement dans les biens intermédiaires. L'appareil productif est largement sous-utilisé et les stocks de produits finis sont désormais jugés trop lourds. Les carnets de commandes ont toutefois cessé de se dégarnir. Les prévisions des chefs d'entreprises sont toujours défavorables. Pour leur part, les sous-indicateurs de la consommation des ménages et des échanges continuent de décliner tandis que celui de l'emploi se détériore encore.



Source : Industries & Services - Iéseg

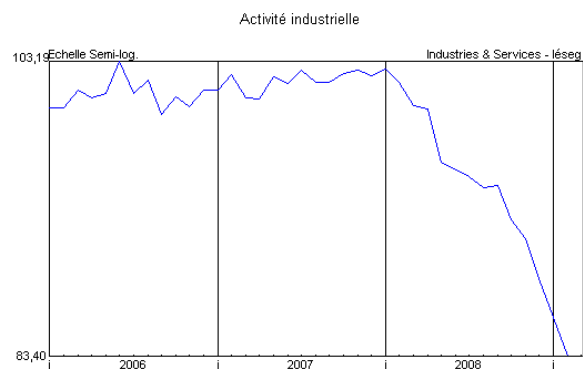
### ACTIVITE

**Industries agro-alimentaires** : Ces secteurs ne paraissent pas connaître de récession, malgré les difficultés de l'industrie laitière et forment des opinions généralement optimistes. Si les carnets sont proches de la normale, mais parfois un peu justes, les stocks dépassent quelque peu leur niveau désiré, mais sans pour autant provoquer de fortes inquiétudes. Une nette progression est attendue dans certains compartiments comme celui des boissons, des fruits et légumes ou, pour des raisons saisonnières, la biscuiterie, chocolaterie et confiserie, alors, qu'ailleurs, la stabilité devrait prévaloir. Les perspectives des industries de la transformation du poisson demeurent orientées à la baisse.

**Biens intermédiaires** : La production régresse encore face à une demande toujours faible mais les plans de charge, très faibles, ont cessé de diminuer. Les stocks sont toujours jugés excédentaires mais restent néanmoins maîtrisés. Les prévisions sont encore orientées à la baisse. La dégradation de la situation concerne pratiquement tous les secteurs, avec des amplitudes diverses, mais reste forte dans la métallurgie de base alors qu'elle se modère dans l'industrie textile et semble

interrompue dans les composants électriques et électroniques et la fabrication de produits métalliques. Beaucoup de compartiments anticipent de nouvelles diminutions de leurs cadences dans les prochaines semaines et rares sont ceux qui espèrent une stabilisation, voire une petite amélioration de celles-ci. C'est toutefois le cas de la parachimie et du travail des métaux.

**Biens d'équipement professionnel** : La production s'est stabilisée dans les trois secteurs et les carnets de commandes se maintiennent toujours au-dessus de la normale malgré la raréfaction des entrées d'ordres dans le matériel ferroviaire qui n'aura pas de conséquences à court terme. Si aucune évolution majeure n'est envisagée à un proche horizon, l'activité devrait se tasser très légèrement dans l'industrie des équipements mécaniques et se renforcer quelque peu dans celle des équipements électriques et électroniques, grâce à l'importance des carnets détenus par quelques établissements.

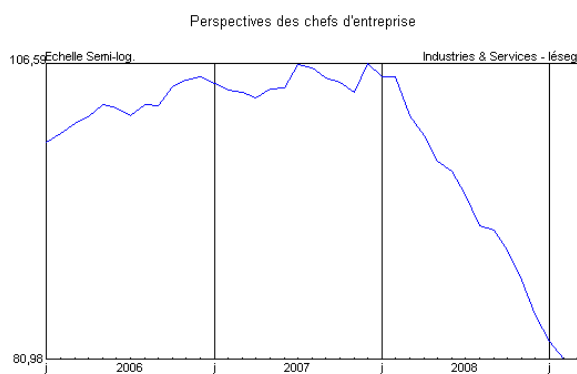


Source : Industries & Services - Iéseg

**Industrie automobile** : Les cadences de fabrications, toujours ralenties, ont été maintenues par les assembleurs qui ont reconstitué leurs stocks en vue du lancement de nouveaux modèles. Ce mouvement pourrait encore s'amplifier dans les prochaines semaines. Cette évolution ne profite pas aux équipementiers, dont la clientèle ne se limite pas à la région, qui constatent toujours une demande très faible, des plans de charge déséquilibrés et ajustent leurs volumes produits en conséquence afin de ne pas alourdir des stocks déjà jugés excédentaires.

**Biens de consommation** : La demande paraît s'être quelque peu ranimée et a permis d'alimenter des carnets toujours peu garnis, notamment dans l'imprimerie et les biens d'équipement du foyer. Les stocks de produits finis étant proches de la normale ou parfois insuffisants, la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" et celle de l'imprimerie anticipent une progression de leurs volumes, parfois importante, à brève échéance.

**Construction** : La situation est demeurée médiocre dans la construction neuve. Si, en janvier, la construction résidentielle a enregistré un progrès de +7,5%, à un an d'intervalle des permis de construire, il ne faut pas oublier que le niveau de janvier 2008 était lui-même en recul de -25,1% sur celui de 2007. Les mises en chantier ont baissé de -15,2%, proportion comparable à celle intervenue un an auparavant. Pour l'ensemble de la France, les variations ont été, respectivement, de -20,8% et -32%. Dans le secteur non résidentiel, les surfaces autorisées ont été en repli de -25,4%. Ici, toutefois, les superficies commencées se sont améliorées de +26,2%, après +19,2% en décembre. Au niveau national, les résultats se sont inscrits en baisse de -10,8% pour les permis et de -35% pour les mises en chantier.



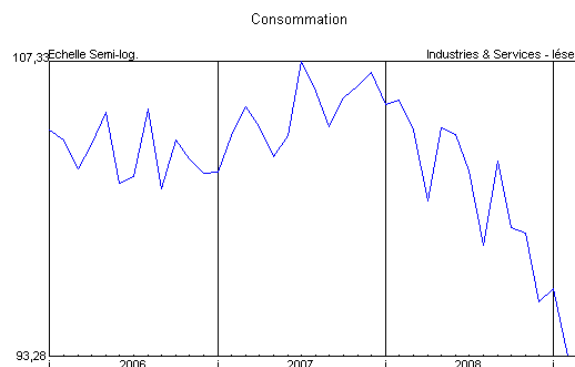
Source : Industries & Services - léség

**Services aux entreprises** : Comme en janvier, l'intérim, les services de nettoyage et l'ingénierie technique ont pâti de la dégradation générale du climat des affaires et estiment que cette situation ne devrait pas s'améliorer. L'ingénierie informatique éprouve à présent des difficultés à maintenir son activité aux niveaux précédents et a ajusté ses effectifs en conséquence. Les agences de publicité sont parvenues à renouveler leur performance du mois précédent mais ne prévoient pas pouvoir la reproduire. Seules les sociétés de conseil en affaires et en gestion se déclarent plus optimistes tant en ce qui concerne leur situation actuelle que son évolution future.

## CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages a encore évolué défavorablement en février, avec un mouvement qui a fait plus qu'annuler les effets saisonniers de la période des soldes. Le marché des automobiles neuves est resté déprimé, même par rapport à celui de l'an dernier qui avait été peu animé. Dans le commerce de détail, tous les compartiments ont été mal orientés, sur un mois (quincaillerie exceptée) comme sur un an (sauf pour l'électronique grand public), les rayons les plus touchés étant ceux du textile-habillement et des chaussures. Dans la vente par correspondance – dont le marché est national – le chiffre d'affaires en

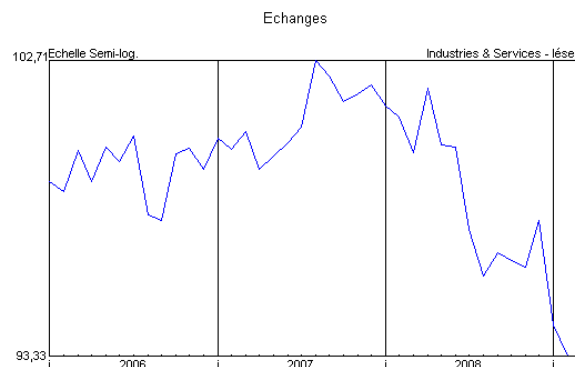
volume a encore baissé de -0,5% par rapport à janvier et de -13,4% par rapport à février 2008. Pour le seul compartiment du textile habillement, ces variations ont été, respectivement, de -7,5% et de -14,6%.



Source : Industries & Services - léség

## ÉCHANGES

Selon les estimations provisoires, les expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** ont encore fléchi de -4% en février, les variations positives concernant les grands vracs, liquides (+33%) et solides (+13%, principalement charbons et céréales) n'étant pas parvenues à contrecarrer la chute des produits manufacturés (-22%) sur les lignes régulières et les "tramps", le trafic roulier avec l'Angleterre ne baissant que modérément (-3%).



Source : Industries & Services - léség

Les informations relatives aux ventes de **gazole**, utilisées comme indicateur de l'évolution du trafic routier de marchandises sont à présent disponibles jusqu'à décembre 2008. Pour l'ensemble du quatrième trimestre de l'an passé, la baisse, sur un an, s'est établie à -4,6% (-1,5% en France métropolitaine) et, pour l'année entière, les résultats se sont établis à -2,5% (-0,2% au niveau national). Par ailleurs, l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur février indique une nouvelle baisse des prestations qui s'est accompagnée d'un ajustement des effectifs et des restrictions tarifaires. Les immatriculations de **véhicules utilitaires et industriels** neufs sont restées très nettement inférieures à celles de 2008.



Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin (-7,4% au total, mais seulement -3% hors transit, déroutements et "divers") reste freiné dans son développement sur le marché intérieur (+4,8% pour les lignes intérieures) par les scores défavorables des vols "vacances" (-39,4%) et sur les lignes régulières internationales (-33,8%), incluant les lignes européennes.

## EMPLOI

Le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** (catégorie 1) a encore augmenté de +2,8% dans la région en janvier, représentant à présent une hausse de +13,7% par rapport à l'an passé, soit +15,2% dans le département du Nord (+3% sur le mois) et +11,0% dans celui du Pas-de-Calais (+2,4%). Au plan national, les variations ont été, respectivement, de +4,3% sur un mois et de +15,4% en glissement annuel. Dans cet ensemble, le chômage des hommes progressait de +19,1% (+21,7% en France) et celui des femmes de seulement +6,8% (+8,7% en France). Le nombre de jeunes de moins de 25 ans a été en hausse de +18,3% (+23,3% en France), tandis que la variation de celui des chômeurs de plus d'un an atteignait +10,4% (+8,7% en France).

Après la brutale remontée de décembre (+22,3% sur un an), l'évolution du flux des inscriptions à la suite d'un **licenciement économique** (y compris fins de PAP anticipés et de conventions de conversion) s'est modérée en janvier pour s'établir à +4,1% par rapport à l'an dernier à comparer aux

+23% observés au plan national et succédant aux +38,9% du mois précédent.

Le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes de Pôle Emploi (catégorie 1) s'est de nouveau établi en forte baisse, avec un recul de -14,8% sur un an (-9,9% en France), après -7,2% en décembre et -15,4% en novembre.



Source : Industries & Services - léseg

Enfin, les **offres d'emploi** nouvelles se sont effondrées. La chute a en effet atteint -36,2% par rapport à janvier 2008 (-32,3% sur le territoire métropolitain). Les offres de Type A (CDD ou CDI de plus de 6 mois) ont reculé de -36,2% (France : -35,3%), celles de type B (CDD ou missions de 1 à 6 mois) de -36,5% (France : -32,6%) et les offres de type C (CDD ou missions de moins d'un mois) accusaient la baisse la plus sensible, avec -43% (France : -20,9%).

## MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUropéenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Port Autonome de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'léseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'léseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – [www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr) - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : [f.millequant@ieseg.fr](mailto:f.millequant@ieseg.fr) ou [francois.millequant@wanadoo.fr](mailto:francois.millequant@wanadoo.fr)

Dr Hassan El Asraoui : [h.elasraoui@ieseg.fr](mailto:h.elasraoui@ieseg.fr)